

1- Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

La justice sociale est un enjeu majeur en France et dans toutes les sociétés démocratiques. **La justice sociale est un principe moral et politique : elle est fondée sur ce qui est socialement inacceptable en matière d'inégalités**.

Or atteindre **la justice sociale** va être difficile pour plusieurs raisons. D'abord, la **justice sociale** est de l'ordre des valeurs, puisque c'est un principe moral et politique. Comme toutes les sociétés ont des cultures différentes, le concept de justice sociale aura des définitions variables selon les sociétés et les individus: toutes les sociétés et tous les membres d'une même société n'ont pas la même perception de ce qui est acceptable en termes d'**inégalités**. Il faut ensuite définir et mesurer ce qu'est une **inégalité**. Or les **inégalités** prennent plusieurs formes qu'il est parfois difficile d'évaluer. Se poser la question de **l'inégalité** revient alors à se poser la question de **l'égalité**. Or, le concept **d'égalité** peut avoir plusieurs sens.

Cette multiplicité de conception de la **justice sociale** pose alors problème quand l'Etat souhaite mettre en place des actions pour atteindre davantage de **justice sociale** : les actions mises en œuvre peuvent atteindre certaines formes d'égalité et au contraire en empêcher d'autres. C'est pour cela que ces actions soulèvent aujourd'hui des critiques

Des inégalités multiformes et cumulatives qu'il est parfois difficile de mesurer (Ressources Pearltrees) et (Ressources Pearltrees)

Une inégalité ne doit pas être confondue avec une différence : une différence entre deux individus ou deux groupes ne devient une inégalité qu'à partir du moment où elle est traduite en termes d'avantages ou de désavantages par rapport à une échelle de valeurs. Les inégalités peuvent prendre plusieurs formes et s'ajoutent les unes aux autres

□ Des inégalités économiques

Les inégalités économiques correspondent aux inégalités liées aux revenus et aux patrimoines. Il existe de nombreux outils pour mesurer les inégalités économiques

- **Le rapport interdécile est l'écart relatif entre le revenu (ou le patrimoine) des 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres. Quand le rapport augmente, les inégalités augmentent**
- **La courbe de Lorenz est une représentation graphique des inégalités. Plus la courbe est éloignée de la diagonale, plus la répartition de la variable est inégalitaire**
- **Le coefficient de Gini varie entre 0 et 1. Plus les inégalités sont importantes, plus le coefficient de Gini se rapproche de 1**
- **Le top 1% représente les 1% des ménages les plus aisés. On calcule la part de l'ensemble des revenus (ou des patrimoines) détenus par ce top 1%. Plus l'écart est grand entre la part des revenus perçus par ce 1% et sa part dans la population (1%), plus les inégalités sont élevées**

□ Des inégalités sociales

Les inégalités sociales portent sur les avantages et désavantages concernant les ressources sociales valorisées. Les inégalités sociales sont qualitatives et sont donc difficilement mesurables

□ Des inégalités qui s'ajoutent les unes aux autres

Les **inégalités économiques** s'ajoutent; **les inégalités économiques** entraînent des **inégalités sociales** qui génèrent de nouvelles **inégalités économiques**.

Les inégalités se perpétuent alors. Pour mesurer le caractère héréditaire des inégalités économiques, on utilise un outil de mesure : **la corrélation de revenu parents-enfants**. **L'élasticité inter-générationnelle des revenus** permet de mesurer cette corrélation. Plus l'élasticité est forte, plus la perpétuation des inégalités est forte

La multiplicité des formes d' inégalités et d'égalité rend difficile d'atteindre réellement la justice sociale (Ressources Pearltrees)

Or, toutes ces inégalités ne sont pas considérées comme injustes par tous. Car il ya plusieurs définitions de la justice sociale puisque l'égalité prend plusieurs formes . Ces différentes formes de justice sociale peuvent être contradictoires les unes par rapport aux autres

□ Différentes conceptions de la justice sociale basées sur des formes différentes d'égalité

L'égalité de droit est une égalité devant la loi : les règles s'appliquent à tous de manière uniforme. La justice sociale commutative sanctionne les infractions au droit : elle assure la propriété individuelle et garantit strictement le respect de la liberté individuelle

L'égalité des chances a pour objectif de limiter les effets de l'héritage économique, culturel ou social : il faut donc traiter tous les individus de la même manière au départ. La justice distributive consiste alors à proportionner les charges et les honneurs au mérite de chacun.

L'égalité des résultats consiste à traiter les individus de la même manière à l'arrivée. Il y a donc égalité de situations. La justice sociale corrective consiste à corriger les inégalités pour tendre vers une égalité à l'arrivée.

□ Qui peuvent se révéler contradictoires

Justice distributive et justice corrective peuvent se révéler contradictoires :

La justice distributive vise à assurer l'égalité des chances mais accepte l'inégalité des situations : la justice corrective n'est donc pas assurée.

La justice corrective vise à assurer l'égalité des situations indépendamment des efforts et des mérites de chacun : la justice distributive n'est donc pas assurée.

□ Et qui ne sont pas appréhendées de la même manière par les analyses de la justice sociale

Pour l'utilitarisme, une société juste est celle qui maximise le bien-être social total, indépendamment de la structure de la répartition des ressources. Il faut alors atteindre l'égalité des droits et des chances

Pour le libéralisme, une société juste est une société qui respecte les libertés individuelles et les droits de propriété. Seule l'égalité des droits doit être atteinte.

Pour l'égalitarisme libéral, une société juste est une société qui respecte les libertés fondamentales, l'égalité des chances et dont les inégalités profitent aux plus défavorisés . Il faut donc atteindre l'égalité des droits, l'égalité des chances et l'égalité des situations uniquement quand la réduction des inégalités profite aux plus pauvres tout en ne détériorant pas le bénéfice de la collectivité toute entière et en ne nuisant pas à la liberté de ses membres

Pour l'égalitarisme strict, une société juste est une société dans laquelle les individus sont réellement égaux. Il faut donc atteindre les 3 formes d'égalités, notamment l'égalité des situations.

Cette multiplicité des formes d'égalité et de justice sociale limite l'action de l'Etat pour assurer davantage de justice sociale (Ressources Pearltrees)

Cette multiplicité des formes et des conceptions de la justice sociale pose alors problème quand une société essaye d'atteindre la justice sociale.

□ L'Etat peut agir par différents moyens pour assurer la justice sociale

La lutte contre les inégalités passe d'abord par des actions financières. L'Etat peut jouer sur les recettes fiscales en développant des impôts progressifs comme l'impôt sur le revenu qui réduit les inégalités : le taux moyen d'imposition augmente avec le revenu. L'Etat peut aussi agir sur les dépenses publiques: les services collectifs assurent la justice distributive. Un service collectif est un service non marchand fourni par des administrations publiques financé par des prélèvements obligatoires. Les dépenses liées à la protection sociale assurent aussi une justice distributive et corrective. La protection sociale est le système qui offre aux individus une protection collective contre les risques sociaux. Les risques sociaux sont des événements aléatoires et difficilement contrôlables provoquant des dépenses importantes pour l'individu (maladie ou accident), ou une diminution sensible de ses revenus habituels (chômage, cessation d'activité). Cette protection sociale assure une redistribution horizontale (justice distributive) et horizontale (justice corrective).

La lutte contre la discrimination ne nécessite pas de moyens financiers. Une discrimination est une différence de traitement qui ne s'appuie sur aucun critère objectif. Pour lutter contre les discriminations, l'Etat peut mener une politique répressive dont l'objectif est de faciliter l'accès à la justice des victimes de discrimination. L'Etat peut aussi prendre des mesures de discrimination positive : c'est un traitement préférentiel volontairement accordé aux membres d'une minorité traditionnellement désavantagée afin de compenser les désavantages associés à cette appartenance.

□ Cette action est aujourd'hui remise en cause

La première remise en cause est **financière** : l'importance du déficit public ne permet plus d'augmenter les dépenses publiques sans augmenter les recettes fiscales.

Or aujourd'hui, il paraît difficile d'augmenter les impôts car **le consentement à l'impôt diminue** : une partie des français remet en cause **la légitimité de l'impôt** : elle considère que son poids n'est plus réparti de façon équitable. La réduction des inégalités ne paraît plus aussi **légitime** car une partie des inégalités de revenus semble juste car elle rémunère des mérites différents. C'est le même argument pour les politiques de discrimination positive : comme tous les individus n'ont pas les mêmes droits, ces mesures peuvent alors entraîner un sentiment d'injustice chez la population qui n'en bénéficie pas.

La dernière limite est la relative **inefficacité** de ces mesures pour réduire les inégalités : certains impôts comme la TVA sont **dégressifs** et augmentent les inégalités ; ensuite, les dépenses ne profitent pas à ceux qui en ont réellement besoin : le « filet » de la protection sociale « a des trous ».

Pire encore, ces actions sont accusées de générer des **effets pervers**. L'action des pouvoirs publics peut être **désincitative** : les allocations chômage sont vues comme une incitation à rester au chômage ou à quitter son emploi. Les prélèvements progressifs sont **désincitatifs** : le revenu net des plus riches diminue, ce qui réduit leur incitation à épargner, à innover et à travailler.

Exemples de sujets de bac

EC1 – Mobilisation de connaissances

À l'aide d'un exemple, vous montrerez comment les inégalités économiques et sociales peuvent se cumuler.

Montrez que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif.

Distinguez égalité des droits et égalité des chances.

Présentez un moyen par lequel les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale.

À l'aide d'un exemple, vous montrerez que l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale s'exerce sous contrainte de financement.

À l'aide d'un exemple, vous montrerez que l'action des pouvoirs publics en faveur de la justice sociale peut produire des effets pervers.

EC3 – Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire

Vous montrerez que les inégalités présentent un caractère multiforme et cumulatif.
documentaire

Écrit - EC3 - Raisonnement sur dossier

Vous montrerez que la protection sociale contribue à la justice sociale.

Dissertation

En quoi les différentes formes d'égalité permettent-elles de définir ce qui est considéré comme juste selon les principales conceptions de la justice sociale ?

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?

En quoi l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale se heurte-t-elle à des limites ?